Suppressions massives d'emplois, restructurations permanentes, remise en cause des accueils de proximité à la DGFIP...

Mise en place du prélèvement à la source…..Trop, c'est Trop !!!

Au niveau national, les organisations syndicales CGT, Solidaires et FO ont appelé à construire une mobilisation par la grève à la DGFIP entre le 28 janvier et le 15 février. **Au niveau local, elles appellent à la grève le JEUDI 7 FEVRIER 2019.**

Les plate-formes téléphoniques sont mobilisées depuis le 28 janvier !
Du 2 au 15 janvier, le nombre d'appels, toutes plates-formes confondues, s'élève à 1,4 millions et les Services des impôts des particuliers (SIP) ont reçu 1,2 millions d'usagers.
955 482 ont abouti à une mise en relation avec un agent des finances publiques (250 000 le premier jour, 10 000 à 15 000 en moyenne par jour fin janvier).
Concernant les courriels, nous citerons l'exemple du centre impôts service de Rouen qui a 4 000 mails en attente, sur environ 130 000 courriels reçus nationalement via la messagerie sécurisée.
Sur les 14,5 millions de personnes qui ont un taux de prélèvement supérieur à zéro, environ 7 millions d'entre elles ont une modification de leur situation personnelle nécessitant l'information des services de la DGFIP. Or, depuis le 2 janvier, il y a eu 4 millions de connexions au service « Gérer mon prélèvement à la source ». 622 000 foyers ont ainsi pu réaliser une modification, dont environ 500 000 vont voir leur niveau de prélèvement modifié avec un impact à la baisse pour 350 000 et un taux de prélèvement ramené à zéro pour 100 000.

Malgré ces constats, la DGFIP refuse le dialogue avec les organisations syndicales depuis des mois, et dissimule ses projets de réorganisation et de suppressions d'emplois, qui se montent déjà à 30 000 en 15 ans.

Pour justifier les nouvelles suppressions d'emplois, les Ministres veulent imposer le tout numérique et à terme **supprimer l'accueil physique.** Or, selon une étude de France Stratégie, **26 % des Français ne sont pas en mesure d'accéder aux services par internet !**
L'administration des Finances Publiques veut **« désintoxiquer l'usager de l'accueil » parce qu'elle considère que ce n'est pas « productif ».** Alors sont créés des **centres de contact aux numéros payants**, sont rendus **obligatoires les télédéclarations et télépaiements**, avec la **suppression des paiements en numéraire à nos guichets**, …dans un futur…très proche
Mais l'administration continue son entreprise de destruction du Service Public au plus prêt du citoyen. Elle passe à l'étape suivante notamment en imposant **l'accueil obligatoire sur rendez-vous, qui conduira un grand nombre d'usagers, là encore les plus fragiles, à trouver porte close ou un refus de traitement de leur situation.**

Le gouvernement veut une administration « à l'américaine ».

Tels sont les projets gouvernementaux sur les missions des Finances Publiques :

- transfert aux collectivités locales et hôpitaux de la responsabilité comptable avec simple contrôle à posteriori de leurs comptes
- quasi abandon du fichier des propriétés immobilières aux notaires
- cadastre mis sous tutelle de l'IGN (Institut Géographique National)
- développement massif de la numérisation et des télétraitements
- fin de la gratuité du service public
- fin de l'égalité de traitement pour tout citoyen